

Un vent de révolte se lève à nouveau dans le pays et il paraît pouvoir être enfin un souffle d'espoir à la hauteur du cataclysme social actuel, orchestré depuis trop longtemps par la classe dirigeante. Loin des manifestations pantouflardes et inutiles pilotées par les syndicats majoritaires et dont chacun.e a désormais soupé.

Si la contre-réforme des retraites imposée par le gouvernement constitue le déclencheur des manifestations actuelles, il ne fait pourtant aucun doute que c'est l'ensemble de ces politiques délétères qui sont aujourd'hui démasquées et combattues. Et l'enjeu principal reste le travail et plus précisément le marché de l'emploi, que les dirigeants maintiennent sous clefs et où pourtant tout se joue.

Dans une société où chacun.e est dépendant.e du bon vouloir des patrons pour gagner sa vie, tout est perdu d'avance pour le plus grand nombre. En abandonnant tout au long de la seconde moitié du XX e siècle l'organisation du travail aux mains des capitalistes, nous avons signé in extenso les conditions de notre exploitation et de la dégradation de nos conditions d'existence.

Reprendre la main sur l'organisation du travail suppose aujourd'hui de refonder collectivement des structures pérennes capables de la penser, au plus près du terrain : ce sont les travailleuses et les travailleurs qui sont le plus à même de le faire, en tant qu'expert.e.s du travail au quotidien.

Or ce droit à avoir droit au chapitre, voire à s'auto-organiser en ce qui concerne le travail, a été chèrement conquis : il s'appelle le syndicalisme ! Renoncer à le faire vivre aujourd'hui revient in fine à abandonner la lutte là où précisément elle doit avoir lieu.

A décharge, la plupart des organisations syndicales ont, au fil des décennies, contribué à décrédibiliser ce mode d'organisation, notamment parce que leurs dirigeant.e.s ont peu ou prou collaboré régulièrement avec le patronat et cru à la fable du dialogue social. Les grands médias, eux aussi aux mains des capitalistes, n'ont pas laissé leur part pour décrédibiliser à leur tour les organisations syndicales. Si nous souhaitons aujourd'hui réinventer le syndicalisme, il faudrait donc nous donner les moyens de structurer des organisations syndicales qui refusent la cogestion et le dialogue social, qui luttent quotidiennement sur les lieux de travail pour faire respecter nos droits et en inventer de nouveaux, plus protecteurs, et qui soient structurées horizontalement de façon à ce que nulle tête ne puisse être corrompue. Depuis sa situation personnelle, chacun.e pourrait alors faire entendre sa voix au sein d'un collectif de classe dont l'objectif serait de reprendre du pouvoir sur l'organisation du travail.

L'union de tous les syndicats SUD : Solidaires, essaie de porter ce syndicalisme de lutte face aux patrons dans le pays. Cette structure se veut représentative de toutes ces diversités et rassembler ses militants autour d'un combat pour l'égalité de tou.te.s, contre tous les systèmes de domination des un.e.s sur les autres (et donc contre toute hiérarchie).

L'autogestion est donc le maître mot : refus de discuter avec la classe dirigeante et lutte pour sa disparition en faisant le pari que le peuple est capable de s'auto-organiser, pour peu qu'il s'en donne les moyens et qu'il porte un projet de progrès social ambitieux.

A l'heure où la France compte plus de 8 millions de chômeurs, la discontinuité du travail est devenue la règle. Les prochaines générations sont, dans l'état actuel des choses, condamnées à vivre des périodes de chômage récurrentes. La précarité se développe jour après jour. La loi « Travaille ! », promulguée de force à l'été 2016, est venue parachever le tableau : elle est un recul sans précédent concernant la protection sociale des travailleuses et des travailleurs. Chacun.e sait que le taux de chômage, dans les conditions actuelles, ne baissera plus.

La Sécurité sociale est donc à n'en pas douter le projet émancipateur et révolutionnaire derrière lequel nous devons nous regrouper.

C'est une question de volonté politique qui doit être portée collectivement. Ce qui a été mis en place pour le secteur de la santé doit aujourd'hui être étendu à d'autres domaines. Bénéficiaire d'une Sécurité sociale doit désormais signifier bien d'autres choses qu'un accès gratuit aux soins de qualité : l'accès à l'eau potable, à l'énergie, au logement, à l'éducation des enfants... peuvent ainsi constituer autant de garanties sociales pour chacun.e. Cette perspective d'une fonction publique forte, et donc d'une généralisation du salaire à vie pour toutes et tous, nous semble être en mesure de réunir maintenant toutes les forces progressistes du pays, afin qu'un mouvement social d'une ampleur colossale puisse naître dans son sillon.

Bloquer l'économie, organiser des grèves durables et reconductibles, mettre en œuvre des formes de désobéissance et faire vivre d'autres modèles de société restent les leviers principaux que nous pouvons actionner ensemble, parce que ces moyens d'actions présentent l'immense avantage de mettre un coup d'arrêt immédiat au déploiement de la logique capitaliste à laquelle nous continuons souvent à contribuer dans le cas contraire. Il est aujourd'hui de notre responsabilité de préparer ainsi des lendemains meilleurs pour les générations futures, et il nous faut nous mettre ensemble en route sur le chemin de l'émancipation collective !